

SOMMAIRE :

Edito : La planète des singeries	1-2
Modernisation : la RGPP	2-3
Mondialisation spéculation et famine	3-4
Violence et Laïcité	4-5
Jeux olympiques	5-6



Mai 2008 supplément
n° 1
à BAC N° 25

Directrice de la Publication
Françoise ROCHE

N° CPPAP : 0907S 06175
N° ISSN : en instance

CONCEPTION
&
REALISATION
au siège
5, rue Clisson
75013 PARIS

EDITO

La planète des singeries

Les deux premières publications d'**AUTREMENT POUR LE SYNDICALISME INDEPENDANT EFFICACE ET LAÏQUE** (2005 et 2006) dénonçaient sans fard les singeries du syndicalisme auxquelles se livraient – et se livrent toujours - Bernard PABOT et Christian LAGE. **Les deux derniers secrétaires généraux du SNETAA envisagent, chacun à sa manière cynique, les fonctions de direction d'une organisation syndicale comme des aubaines destinées à grossir leur pécule personnel sur le dos des adhérents**, tout en leur permettant de satisfaire leur *ego* vaniteux en matière de pouvoir et de sexe. Le syndicalisme de posture qu'ils pratiquent l'un et l'autre mène, au mieux, à l'immobilisme, au pire, à la régression : ce que vient de parachever le pseudo bac pro 3 ans validé, en dépit des formules de protestation, la main sur le cœur (encore des singeries), par la direction nationale du SNETAA qui renie ainsi ses mandats historiques.

Il se trouve que les pratiques falsifiées du syndicalisme ne sont pas l'apanage du seul SNETAA. La situation sociale qui caractérise notre époque de mondialisation à tout va montre assez que les organisations syndicales officielles, et peut-être bientôt prébendées par l'Etat après l'avoir été subrepticement par le grand patronat, ont depuis longtemps abandonné la lutte revendicative préconisée par la *Charte d'Amiens* pour des manœuvres dilatoires destinées à pérenniser les appareils. **La classe ouvrière, c'est-à-dire l'ensemble des femmes et des hommes qui attendent de leur travail qu'il les fasse vivre décemment ainsi que leurs familles, n'est plus défendue par les directions syndicales** qui négocient, le plus souvent, non dans l'intérêt de leurs mandants, mais pour s'assurer une représentativité monopolistique.

Ce délabrement du monde syndical, au plus haut niveau, permet, au lieu de les faire cesser, les attaques que la classe des capitalistes ultra-libéraux ne cessent depuis des décennies de porter contre les intérêts de la classe ouvrière. L'idéologie de la « réforme », parfois explicitée comme celle de la « révision », marque chaque jour des points qui sont **la stagnation de la rémunération du travail, la dévalorisation des diplômes par la menace permanente du chômage ou de l'emploi partiel, la paupérisation des classes moyennes et la véritable pauvreté des catégories sociales les plus modestes, le démantèlement des services publics, le désinvestissement dans l'équipement territorial et national nécessaire au plus grand nombre et le gaspillage forcené des richesses au profit des nantis et de leurs clientèles.**

Cela s'accompagne, en France, des singeries politiques pratiquées sur tout l'échiquier des partis. Les uns prétendent que l'idéologie libérale dominante, qui conduit pourtant des millions d'êtres humains à la régression sociale, est seule à même de les sortir de là, comme si une mauvaise politique à force d'être appliquée pouvait changer de nature, et de mauvaise devenir bonne ! D'autres dénoncent cette même politique parce qu'ils ne sont pas à la tête de l'Etat, mais la pratiquent, en bons gestionnaires, à l'échelon local quand ils y tiennent les manettes. Il y en a, enfin, qui feignent de croire que le grand soir, ou l'aurore radieuse, est pour demain et qui s'agitent avec frénésie pour ramasser quelques miettes du gâteau du pouvoir.

La plupart de ces gens songe d'abord à faire carrière avant de penser que les mandats confiés par les citoyens doivent servir l'intérêt de la collectivité nationale. Parfois, ils font semblant d'y penser et assaisonnent leurs discours de références à la République et à ses symboles. Mais ils en ont perdu de vue la signification et les transforment en gadgets tendance. Quant aux valeurs de la République, en parler leur suffit largement : les respecter et les faire vivre, cela est une toute autre affaire.

Toujours la singerie ...

La République se construit jour après jour. **La construction de la République sociale et laïque demande de la volonté, de l'engagement, de la conviction rivée aux tripes.** Et il en faut pour faire reculer les « singes » de la République qui ne savent plus ce qu'elle est et qui ont désormais **le front d'énoncer que ce qui est bon pour eux constitue l'intérêt général, que la satisfaction de leurs seules aises fonde la Liberté, que l'Égalité des droits est pour eux et celle des devoirs pour les autres, que la Fraternité se réduit au chacun pour soi.**

La loi de la jungle n'est pas la Loi de la République même si les sengerie veulent nous faire croire le contraire.

Capitalismus delendus est.

Françoise Roche
Secrétaire générale

MODERNISATION : la RGPP* à l'œuvre

Fermeture de tribunaux, de gares, de voies ferrées, de maternités, d'hôpitaux, de classes, de bureaux de poste, de succursales de la Banque de France, de centres administratifs, de perceptions, de trésoreries générales, fusion des services administratifs, redéploiement comme au bon vieux temps de la rigueur... C'est la « modernisation », autrement dit la **Révision Générale des Politiques Publiques**, qui est en marche. Il s'agit de réduire le déficit public pour être en conformité avec les directives européennes. Soit dit en passant, les directives européennes sont édictées à la commande expresse des ministres et des chefs d'Etat de l'Union Européenne : ils se donnent des ordres à eux-mêmes et, ensuite, font mine de ne pas pouvoir se soustraire à leurs obligations !

Un autre argument de la « modernisation » à marche forcée, c'est que nous ne pouvons laisser à nos enfants le soin de payer nos dettes. Mais dans un héritage, il n'y a pas que de la monnaie en caisse ou en débit ; il y a aussi du patrimoine immobilier (les gares), mobilier (les lits d'hôpitaux) et culturel (les classes de BEP). Fermer tant de locaux où s'exerce le service public, n'est-ce pas en quelque sorte détruire du patrimoine ? La belle affaire que d'avoir moins de dettes et de vivre dans un logement qui a perdu les vitres de ses fenêtres et où il n'y a même plus une chaise !

Une des données essentielles de la mondialisation est le malthusianisme, dont un des dégâts collatéraux est le gaspillage.

La RGPP est malthusienne : réduire partout les accès aux services publics, transformer ceux-ci en missions de service public confiées à des boîtes privées qui les exercent seulement là où cela rapporte à leurs actionnaires, conduit, par la force des réalités démographiques et sociologiques, à laisser plus d'équipements publics là où se localisent les plus nantis de la population et à sous équiper les zones fort vastes où vivent, survivent et travaillent tous les autres. **Les lignes de TGV s'allongent tandis que les dessertes ferroviaires locales et régionales sont abandonnées. La suppression du BEP ferment des classes dans les LP ruraux et banlieusards, mais sûrement pas à Henri IV ou Louis le Grand.**

La RGPP est gaspilleuse : elle laisse retourner à la friche des équipements insérés sur tout le territoire national par les investissements fiscaux et solidaires consentis par les générations passées et fait des cadeaux somptuaires et tout aussi fiscaux à ceux qui ont déjà beaucoup sinon trop.

La France, par la RGPP, doit non seulement se « moderniser » mais adopter le profil uniformisé qu'impose la mondialisation aux populations dont les identités nationales doivent s'affadir avant de disparaître.

Or la France est la République. Comment la République pourrait-elle survivre là où est niée sa devise ? Quand le

chacun pour soi tient lieu de liberté, quand l'inégalité de traitement politique entre les nantis et les autres conduit à l'injustice et à la cruauté, quand **le mépris** s'abat sur ceux qui chaque jour s'appauvrissent sous l'effet dévastateur des profits spéculatifs qui enrichissent quelques autres, où la République peut-elle se réfugier pour assurer son salut ?

La République est ce qu'en font les républicains. **La République est en danger parce que les républicains se taisent quand ceux qui se partagent le pouvoir, de la tête de l'Etat à celle des municipalités urbaines, en passant par les départements et les régions, agitent les détroques des symboles de la République dont ils se moquent.** La Démocratie se meurt quand les démocrates sont accablés et désarmés par les discours frauduleux que tiennent les soi-disant dirigeants politiques de tout bord.

Le faux semblant de la « modernisation » nous méduse et nous pétrifie. Mais ce n'est qu'un faux-semblant, un ersatz sans saveur, mais putride, du progrès social. **En tant que citoyens, et en tant que travailleurs, et syndicalistes de surcroît, les armes ne nous manquent pas pour déjouer l'imposture et les imposteurs.** Chaque fois que la « modernisation », la « réforme », entraînent plus de souffrances pour ceux qui souffrent déjà, sachons que ce sont plus que de vains mots : des mensonges. **Chaque fois que nos luttes atténueront cette souffrance, là sera la modernisation et la réforme, celles qui mènent au progrès social que les travailleurs attendent et dont leur République a besoin pour exister.**

* *Révision Générale des Politiques Publiques*

Mondialisation, spéculation et famine

La mondialisation à laquelle le Président de la République a récemment rappelé son attachement fonctionne comme les anciens monopoles coloniaux.

Du XVI^{ème} siècle jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, la puissance colonisatrice imposait que dans sa colonie nulle puissance étrangère ne lui fit concurrence*, ni dans le domaine de l'approvisionnement en matières premières qu'elle y trouvait, ni dans l'écoulement des produits manufacturés qu'elle y déversait. **Pour assurer sa domination sur le marché de la colonie, elle détruisait tout ce qui pouvait faire ombre à ses productions** en anéantissant les artisanats locaux. Par ailleurs, elle exploitait à outrance les réserves du sous sol colonial et réservait les meilleurs terres aux plantations, faisant refluer les cultures vivrières sur les plus mauvaises. Un des résultats de ces pratiques accumulées, et persistant au-delà de la colonisation, est **la malnutrition chronique assortie des carences qui pèsent sur les générations successives** des pays d'Afrique, de certains pays d'Asie et d'Amérique latine.

Aujourd'hui, l'exploitation de type colonial se fait à l'échelle planétaire au profit du monopole spéculatif. La spéculation refuse l'investissement productif car elle se déploie sur le court terme. Or créer de nouveaux moyens de production implique que l'on n'en tirera du profit que sur le moyen, voire le long terme. Avec la spéculation, le capitalisme, que le principal parti d'opposition renonce désormais à combattre, fonctionne dans toute sa pureté – dépenser peu pour gagner beaucoup et vite – et dans toute sa cruauté – le profit de quelques uns se fait aux dépens du grand nombre.

Tout est prétexte à spéculer ; mais pour que le profit soit le plus gros et gras possible, il est plus avantageux que la spéculation se fasse sur des produits raréfiés afin que la distorsion entre l'offre et la demande soit très forte, au bénéfice bien entendu de l'offre amenuisée. La mondialisation pratique au maximum cette distorsion et pèse pour comprimer l'offre : c'est cela qui lui donne son caractère malthusien. La distorsion entre l'offre et la demande peut s'obtenir par des moyens naturels, une mauvaise récolte par exemple, ou par des moyens artificiels, comme c'est le cas aujourd'hui. La durable guerre irakienne fait flamber les prix du pétrole après avoir fait flamber ses puits. L'engouement, si peu économique, pour les biocarburants fait monter vertigineusement les prix agricoles comme au bon vieux temps préindustriel au moment de la soudure.**

Dans les pays riches, comme dans les pays pauvres du Tiers Monde, **depuis des décennies les prix des denrées alimentaires avaient tendance à se stabiliser et même à baisser.** La conséquence était évidente : un meilleur état sanitaire global et l'allongement, partout, de l'espérance de vie. La mondialisation, c'est-à-dire le triomphe du capitalisme spéculatif, inverse brutalement la tendance : **le spectre de la famine reparaît et, derrière lui, celui des mortelles endémies et des épidémies dévastatrices.**

Il est bien facile de dire publiquement qu'il faut freiner les profits spéculatifs tout en proclamant son

attachement à la mondialisation. Il est bien hypocrite de renoncer à lutter contre le capitalisme en promettant toujours un avenir meilleur. Il y a des contradictions si évidentes qu'elles ne pourront protéger bien longtemps encore ceux qui les manipulent avec l'outrecuidance de qui se croit à l'abri de tout danger par sa situation acquise. Nos dirigeants nationaux et locaux, ceux de France et d'Europe ... et d'ailleurs, qui se partagent la gestion des affaires qui concernent les citoyens et les travailleurs, sont-ils si sûrs d'eux, si présomptueux, donc si bêtes, qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils jouent avec le feu ?

Pourquoi les travailleurs, menacés dans leurs emplois, qui chaque jour perdent du pouvoir d'achat, qui ne peuvent plus compter, pour compenser cette perte, sur des services publics livrés, eux aussi, à la loi d'airain du marché, qui sont **les victimes de la formidable lutte de classes que leur livrent les bénéficiaires de la mondialisation**, pourquoi les travailleurs accepteraient-ils dans la résignation et le fatalisme le *Diktat* des nantis ?

La classe ouvrière est acculée au combat sur l'ensemble des secteurs de la vie économique et sociale. Sur qui peut-elle compter pour l'aider à repartir à l'offensive contre l'exploitation du capitalisme mondialisé ? Sur les partis et les syndicats soi-disant progressistes ? La plupart d'entre eux collabore, par intérêt et/ou par défaitisme, à **la lutte que la classe des nantis mène contre le monde du travail.**

Les travailleurs ne peuvent guère compter que sur eux-mêmes. Déjà ils contre-attaquent par la guérilla sur les lieux de travail***, appuyés parfois par des syndicalistes de terrain qui eux, à la différence de ceux des appareils, ont gardé convictions et attachement aux principes, et ils la mènent avec leurs humbles armes de travailleurs. Mais les partisans, à toute époque et en tout lieu, ont terrassé de formidables armées.

** Aujourd'hui on parle de « concurrence libre et non faussée ». De qui se moque-t-on ? Si la concurrence est « libre » cela signifie qu'aucune règle n'empêche les concurrents de s'entendre entre eux. Et si la liberté des concurrents n'est « faussée » par aucune contrainte, ce qui est complètement faussé, en revanche, c'est le « marché », non seulement celui sur lequel s'approvisionnent les consommateurs, mais aussi celui où les travailleurs cherchent un emploi. Dans un système économique et social qui met tout et tous en « concurrence », sans aucune retenue, le nanti triomphe toujours et le travailleur perd sa liberté et redevient misérable..*

*** Dans les anciennes sociétés agraires (c'était la situation de la France avant la Révolution), les réserves de denrées alimentaires de base, les céréales principalement, diminuaient à l'approche des futures récoltes. Et ces nouvelles récoltes n'étaient pas utilisables immédiatement – il faut séparer le grain du son, puis le moudre avant d'en faire du pain, par exemple. Il y avait donc de longues semaines, de longs mois même, de « cherté » due à des greniers qui se vidaient et ne se remplissaient pas vite. C'est cette période de hausse des prix, et, pour les plus pauvres, de sous-alimentation et de moindre résistance aux maladies, que les historiens appellent « soudure ». C'est aussi le constat de cette pénurie alimentaire qui a conduit MALTHUS à préconiser la restriction des naissances chez les pauvres seulement pour leur éviter la famine, qui ne risquait pas d'atteindre les riches.*

**** En Roumanie, les travailleurs de Renault, viennent de montrer les limites de la « délocalisation ».*

Violence et Laïcité

Chaque semaine, ou presque, apporte une information sur la violence qui se déchaîne dans ce qui reste de l'École de la République. Tous sont victimes ; les premières victimes sont les collégiens et les lycéens, proies de certains d'entre eux qui les rackettent, les tabassent, les violent, les assassinent même.

Dans les années 90 du siècle dernier, quand AUTREMENT dénonçait publiquement cette violence qui déjà déferlait sur l'École, nos camarades U&A et EE de la FSU nous traitaient de « fascistes », de même qu'ils reprenaient l'insulte quand nous nous élevions contre la présence du foulard dans les établissements scolaires. L'Institution, elle, se taisait. Ou, quand elle parlait, par la voix des chefs d'établissement qui localement devaient faire face à ces actes d'incivilité et de violence, c'était la plupart du temps pour **minimiser les faits et culpabiliser les victimes.**

Aujourd'hui, tous ceux qui passent leurs journées à l'École, élèves et adultes, sont confrontés, dans leur personne, leurs sentiments et leur chair, à cette violence tellement banale et banalisée qu'elle en devient un « phénomène de société », comme la RTT, la bagnole et les beuveries en boîte du vendredi soir.

Les Ponce-Pilate, les « décideurs », ministres, recteurs, inspecteurs d'académie, se lavent les mains, toujours et

sans sourciller.

Quand des élèves écrivent à l'un de ces Ponce-Pilate qu'ils veulent travailler, que leur avenir est en jeu, que l'Ecole qu'ils souhaitent est celle de la sérénité, de l'effort, et des bons résultats du travail fourni, la réponse vient, du bout de lèvres méprisantes : ces enfants sont « manipulés » !

Manipulés par leurs profs, par des « syndicalistes » bien connus, etc.,etc. ! Toujours le même refrain du désengagement, du « tout va bien », du « surtout pas de vagues » ! A la rigueur, on envoie une cellule d'aide psychologique, comme on envoie la police sur les lieux d'un accident de la rue pour faire circuler les badauds

Les mêmes Ponce-Pilate laissent emmener vers des centres de rétention, avant de les réexpédier « chez eux », lieu où la plupart n'a jamais mis les pieds, n'y est même pas née, des adolescents qui ont montré, par leur comportement scolaire et social, qu'ils attendaient de la République et de son Ecole qu'elles en fassent des citoyens de l'avenir, instruits, fiers et responsables.

D'un côté, on laisse la jeunesse se « voyouriser », avec un laxisme presque bienveillant, de l'autre on fait du chiffre dans la reconduite aux frontières en se privant de jeunes éléments sains, dynamiques et performants. Le gaspillage pratiqué par les subreptices ennemis de la République, aux dépens de sa jeunesse, donc de son avenir, donne la nausée.

La République est universelle : son Ecole Laïque est là pour le dire, le montrer et la construire. La politique de la promotion de la bêtise et de la lâcheté, celle des « omerta » de tout genre, contre le travail persévérant du plus grand nombre des jeunes qu'elle se doit d'accueillir, est une politique de l'injustice et de l'asservissement. Elle est indigne de la République. Celle-ci a des armes pour se défendre : la Loi, le Droit, ses valeurs, ses principes. Quand, donc, ceux qui en ont la charge, ou aspirent à la prendre en charge, se lèveront-ils, parleront et agiront afin qu'elle retrouve sa dignité et sa mission émancipatrice ?

Jeux olympiques : un podium pour SARKOZY ?

Chacune, chacun est sollicité par la presse écrite et audiovisuelle de se tenir au courant des péripéties qui jalonnent le parcours de la flamme olympique, de Grèce en Chine, d'Olympie à Pékin. Dans le même temps, il est informé des prouesses de ses athlètes des deux sexes qui se qualifient pour les jeux et obtiennent un billet d'avion pour s'y rendre, avec l'espoir de gravir, au mois d'août, jusqu'à la plus haute marche du podium.

Il y a un athlète qui, quoiqu'il ne soit pas « rubriqué » dans les pages et les séquences sportives, se livre à un entraînement, bien visible et mal perçu tout à la fois, quotidien, diurne et nocturne, quand il fait les cent pas dans son bureau ou qu'il pratique le jogging dans le parc, quand il sert des mains de syndicalistes ou admire la révérence de sa moitié devant Sa Très Gracieuse Majesté du Royaume Uni, quand il saute dans son jet ou quand il arpente le plateau des Glyères, quand il réunit son Conseil des Ministres ou qu'il répond aux questions des journalistes, avec ou sans attirail bling-bling.

Vous l'avez sans doute reconnu : il s'agit de Nicolas SARKOZY !

En effet, même s'il est le maître du suspense quand il s'agit de lui faire dire s'il assistera ou non à la cérémonie d'ouverture des prochains Jeux Olympiques, il est de plus en plus clair que, ce qu'il souhaite, c'est une sélection dans sa spécialité aux Jeux. Être sur les gradins, même dans la tribune officielle, lui chaut peu : ce qu'il ambitionne, c'est de participer, sur le stade où se valident les records, et, l'emportant sur tous ses rivaux, de franchir d'un bond le podium des vainqueurs jusqu'à la plus haute marche qui pour l'heure lui semble plus paradisiaque que celle du perron de l'Élysée.

Et quelle est la spécialité sportive de notre Président, vous interrogez-vous avec perplexité ?

LA REFORME !!! La REFORME de fond, de demi fond et sans fond !

Ou plutôt, les réformes. Car, comme jadis Don Juan faisait le compte de ses conquêtes féminines (« mille e tre, mille e tre » si Mozart ne s'est pas trompé), SARKOZY répertorie avec une quasi maniaquerie ses exploits réfor-

mistes : les impôts, les tribunaux, les hôpitaux, les bachots, la sécu, les retraites, les chemins de fer, les radars, les camps de détentions, le mariage, le divorce, la scientologie, EDF, GDF, les SDF, les sans papiers, les sans emplois, l'ANPE, les perceptions, la Banque de France, Alzheimer, la der des ders, les camps de la mort, les talibans, les sous marins, les grandes surfaces, les PME, les syndicats, les otages, les héritages, les grandes fortunes, les chiens méchants, les pédophiles, l'euthanasie, les HLM, les OGM, les cartes de réduction, les allocations familiales, les circonscriptions électorales, le grand Paris, ...*

Il en a entamé, lancé, bradé, décidé, fait voter déjà plus de cinquante (plus d'une par semaine depuis qu'il a été élu). Il veut accélérer le train et s'est fixé un objectif de 2 à 300 d'ici 2012. Il pense que l'entraînement olympique est excellent pour améliorer son score et emporter la médaille d'or de la Réforme sur la plus haute marche du podium chinois !

Il est vrai qu'en fait de marches, celles qu'il a foulées jusqu'ici, en dehors de celles du Perron palatial du Faubourg Saint-Honoré, sont celles des sondages et qu'il les a plutôt empruntées dans le sens de la descente. Mais descendre implique qu'on peut monter, remonter, quand on est tout en bas : encore un bon truc pour corser l'entraînement et améliorer son physique et son mental.

A moins qu'on ait mis les pieds dans un escalier à vis ... sans fin.

*Air connu :

*Ah ! Mon dieu qu'c'est épatant
Quand on est réformis-te !
Ah ! Mon dieu qu'c'est épatant
Quand on est président !*

Conseil syndical

31 mai 2008

Lycée René Cassin

185, avenue de VERSAILLES 75016 PARIS

Un des points à l'ordre du jour sera la préparation du Congrès du SNCA e.i.l. Convergence qui se tiendra après les élections professionnelles de décembre prochain.

Dès à présent, les suggestions et les contributions sont recevables.